



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires  
à la société ONYX EST à Ludres**

**n° 2023/1016**

**AIOT : 0006205176**

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46, L. 212-1, L. 212-11 et L. 512-16 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié autorisant et réglementant l'exploitation d'une installation de transit et tri de déchets non dangereux par la société ONYX EST sur le territoire de la commune de Ludres ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2009-512 du 11 août 2009 portant sur la suppression des activités « Déchets toxiques en quantités dispersées (DTQD) » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2021-1052 du 11 juillet 2022 portant prescriptions complémentaires sur les Eaux pluviales et sur la prévention des risques incendie ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 21 décembre 2023 par la société ONYX EST et complété en dernier lieu le 27 janvier 2025 ;

**Vu** l'avis du SDIS en date du 12 janvier 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé ES/RGZ/2024\_2487 en date du 03 décembre 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé ES/IP/103\_104\_2025 et le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en date du 27 février 2025 portés à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** la décision du 04 mars 2025 de non soumission à évaluation environnementale du projet de modification des installations exploitées à Ludres par la société ONYX EST ;

**Vu** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire formulées par courriel des 18 mars et 2 avril 2025 ;

**Considérant** que les modifications des conditions d'exploitation, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus, portées par la société ONYX EST à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 27 octobre 2021 sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** la localisation du projet au sein d'une zone déjà utilisée pour ces activités, dans l'emprise du site au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et en dehors d'un zonage environnemental caractérisé par une sensibilité particulière ;

**Considérant** les caractéristiques du projet et les mesures destinées à éviter ou réduire les effets sur le milieu et la santé publique :

- Aucun danger supplémentaire, que ce soit sur le site ou vis-à-vis des tiers, en phase d'exploitation n'est identifié ;
- La zone de chalandise n'est pas modifiée et reste conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2006 ;
- Les eaux d'extinction incendie seront confinées dans un bassin d'un volume minimal de 3 204 m<sup>3</sup>, dont le confinement est assuré par une vanne barrage à commande déportée ;
- Les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site ne sont pas modifiés ;
- La nouvelle aire de stockage de balles de CSR sera implantée à la place d'une plateforme de stockage de bois existante ;
- la nature des déchets collectés n'est donc pas modifiée ;
- la nouvelle zone de stockage de CSR n'implique pas de trafic poids lourd supplémentaire ;
- les modifications projetées ne sont pas de nature à modifier l'aspect paysager général du site ;
- l'analyse réalisé par le pétitionnaire de son projet vis-à-vis de l'arrêté ministériel 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ne présente pas de non-conformité ;

**Considérant** qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

**Considérant** qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas regardé comme substantiel au sens de l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions techniques encadrant l'activité par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, pour tenir compte de ces modifications ;

**Considérant**, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST comme le prévoit l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Portée et champ du présent arrêté**

La société ONYX EST, dont le siège social est sis Bâtiment O'Rigin 1 rue Henriette Gallé-Grimm – Nancy (54 000), est autorisée à poursuivre d'exploiter un centre de transferts, de regroupements, de démontage, de récupérations et de tris de déchets d'une capacité annuelle de 180 000 tonnes, ainsi qu'une unité de valorisation de déchets industriels banals en Combustibles Solides de Récupération (CSR) sur le territoire de la commune de Ludres – Impasse Bernard Palissy, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié et complété successivement par les dispositions des arrêtés préfectoraux complémentaires 2011-528 du 6 juillet 2011, 2014-0418 du 11 janvier 2017, 2019-0553 du 29 avril 2019, 2021-0405 du 10 juin 2021, actualisées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

### **Article 2 : Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié est remplacé comme suit :

«

<i>Rubrique</i>	<i>Libellé de la rubrique</i>	<i>Activité exercée (nature et capacité)</i>	<i>Régime (1)</i>
3532	<i>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</i> <i>• prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération.</i>	<i>Prétraitement de déchets non dangereux destinés à l'incinération ou à la co-incinération : 300 tonnes de déchets non dangereux par jour</i>	A

2714	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Activité de regroupement et de tri de déchets industriels banaux avec un volume maximal de déchets présents dans l'installation : 6 740 m<sup>3</sup></p>	E
2716	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Activité de regroupement et de tri de déchets divers (dont les ordures ménagères) avec un volume maximal de déchets présents dans l'installation : 13 745 m<sup>3</sup></p>	E
2713	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant Supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m<sup>2</sup></p>	<p>Activité de regroupement de déchets métalliques. Surface du stockage : 165 m<sup>2</sup></p>	D
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	<p>Gestion des eaux pluviales sur la parcelle AL 110 (6,64 ha) Collecte des eaux pluviales dans le bassin situé sur la partie Sud du site pour rejet au milieu naturel</p> <p>Gestion des eaux pluviales sur la parcelle AL 115 (1,2 ha) Collecte des eaux pluviales dans le bassin situé sur la partie Nord du site pour rejet au milieu naturel</p> <p>Soit une surface de 7,84 ha</p>	D

<sup>(n)</sup> : A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration). »

### **Article 3 : Eaux pluviales et confinement des eaux d'extinction**

L'arrêté préfectoral complémentaire 2021-1052 du 11 juillet 2022 est abrogé.

Les dispositions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié sont remplacées comme suit :

*« Les effluents susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou d'un incendie au niveau de la zone Sud du site sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 2 779 m<sup>3</sup> pour la zone Sud (zone d'activités de tri de papiers, cartons et plastiques, de réception et de transfert des déchets et de production de CSR), dont le confinement est assuré par une vanne barrage à commande déportée.*

*Les effluents susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou d'un incendie au niveau de la zone Nord du site sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 267 m<sup>3</sup> pour la zone Nord (plate-forme de stockage des balles OM et activité DEA).*

*Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement sont traitées avant rejet dans le réseau de collecte des eaux pluviales.*

*L'évacuation du trop-plein des bassins susmentionnés s'effectuera de manière forcée par pompes manuelles vers le réseau public en l'absence de pollution ou d'incendie.*

*L'exploitant justifie sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté que l'information de la suppression du point d'eau référencé P 2023 est transmise à la mairie et au SDIS. »*

#### **Article 4 : Prévention des risques incendies**

Les dispositions de l'article 37 de l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié sont remplacées comme suit :

*« Le centre est équipé de robinets incendie armés (RIA), extincteurs et alarmes coup de poing régulièrement répartis sur l'ensemble du site et des bâtiments.*

*L'exploitant s'assure de disposer d'un débit minimum d'extinction de 330 m<sup>3</sup>/h (borne incendie et/ou réserve) pendant 2 heures sous 1 bar. L'exploitant est en mesure de justifier ce débit et la simultanéité lorsqu'elle est requise.*

*Au moins deux points de raccordement sont situés à moins de 100 m des risques à combattre.*

*Chaque moyen de défense incendie doit être équipé pour le raccordement des services d'incendie et de secours.*

*Le centre dispose d'un système d'extinction automatique adapté pour les installations situées sur la parcelle AL 110 [centre de tri de papiers, cartons et plastiques, centre de tri haute performance dédié à la production de CSR, bâtiment de stockage de balles de papiers, cartons et plastiques, zone de réception et de transfert des déchets, zone dédiée à la mise en balles d'ordures ménagères et locaux techniques (ventilateurs et compresseurs)].*

*La zone de stockage et de tri des déchets d'éléments d'ameublement est située dans un bâtiment couvert non clos dont les parois Nord, Ouest et moitié Sud sont constituées de murs coupe-feu de degré 4 heures.*

*Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température ambiante autour des installations et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.*

Un plan d'intervention est établi en collaboration avec les pompiers. Il leur est communiqué dès sa réalisation et après toute modification. L'exploitant dispose de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets, tenus à jour, facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;

L'exploitant dispose pour les premiers intervenants, d'un jeu de plans dénommé « dossier d'accueil des secours » regroupant :

- un dossier contenant l'ensemble des fiches de sécurité des matières utilisées sur site ;
- un plan des accès au site, aux bâtiments et installations (masse et situation) ;
- un plan des dispositifs de coupure des énergies ;
- un plan de situation des zones à risques ;
- une procédure d'accueil et de guidage des secours publics ;
- un état de la défense incendie de l'établissement mentionnant les pressions et débits des poteaux
- et la simultanéité lorsqu'elle est requise ;

### **Bâtiment CSR**

- Il est interdit de fumer, de téléphoner (sans équipement spécifique) et d'apporter du feu nu (sans permis de feu) ;
- Les allées et équipements font l'objet de procédures de nettoyage particulières ;
- Le bâtiment CSR est équipé d'un réseau de détecteurs incendie ;
- Le bâtiment CSR est équipé d'un dispositif de vidéosurveillance 24 heures sur 24, associé à la mise à disposition d'une équipe de première intervention ;
- Le bâtiment est compartimenté en 3 zones distinctes (zone préparation, zone procédé, zone expédition) et séparées entre elles de murs coupe-feu de degré 2 heures au moins ;
- Le mur extérieur séparant le bâtiment CSR de la halle de stockage de balles (au minimum au niveau des zones de préparation et d'expédition) est coupe-feu de degré 2 heures au moins.

### **Autres bâtiments**

- Dans les bâtiments de tri, les stocks entrants seront limités au strict minimum ;
  - Des éléments thermofusibles seront installés en toiture sur au moins 10 % de la surface de manière à permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie ;
- La zone de tri de papiers sera séparée des zones contiguës par un mur coupe-feu de degré 2 heures au moins. Dans le cas d'une valorisation des DIB hors procédé CSR, un dispositif coupe-feu de même degré à guillotine sera mis en place au niveau du passage du tapis de convoyage des DIB vers la presse à balles. Il sera actionné en cas d'incendie et avant chaque fermeture du centre. Une consigne sera écrite et diffusée au personnel sur ce point ;
- Le bâtiment de stockage des balles sera découpé en zones de stockage séparées ; le mur côté « bâtiment CSR » est coupe-feu de degré 2 heures au moins.

### **Zone de stockage des CSR**

L'aire de stockage de balles de CSR a une dimension de 35 m sur 60 m (2 100 m<sup>2</sup>). Une bande de circulation de largeur 1 m est conservée en pourtour de la plateforme, ce qui représentera au final une surface totale de stockage de balles de CSR de 33 m sur 58 m (1 914 m<sup>2</sup>).

Les balles de CSR sont disposées sur l'aire de stockage en 4 îlots espacés de 5 m

La hauteur maximale de stockage sera de 5 balles de CSR, soit 6 m de haut.

Les îlots de stockage sont de forme pyramidale. »

### **Article 5 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site**

Les dispositions de l'article 4 relatif aux quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site de l'arrêté préfectoral 2019-0553 du 29 avril 2019 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

<b>Nature des déchets</b>	<b>Quantité maximale présente sur le site</b>
<b>Déchets non dangereux en vrac, repartis comme ci-dessous :</b> – métaux – collecte sélective emballage – collecte sélective papier – papier / carton / plastiques – déchets industriels banals – ordures ménagères Grand Nancy – ordures ménagères autres clients – bois – encombrants – verre – déchets d'ameublement, rembourrés, matelas (DEA)	<b>1 926 t au total dont :</b> – 50 t – 85 t – 660 t – 209 t – 153 t – 300 t – 50 t – 0 t – 20t – 99 t – 300 t
<b>Déchets non dangereux en balles ou transformé, repartis comme ci-dessous :</b> – combustible solide de récupération – papier / carton – plastiques – ordures ménagères en balles – métaux des DEA – bois des DEA – Refus des DEA	<b>4999 au total dont :</b> – 2 381 t – 999 t – 80 t – 1 500 t – 4 t – 30 t – 5 t
<b>Déchets inertes</b>	<b>250 t</b>

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

#### **Article 6 : Infractions aux dispositions de l'arrêté – Autres réglementations applicables**

Le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L. 171-8 I du Code de l'environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment des arrêtés de prescriptions présents et à venir.

#### **Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54 036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R. 181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

### **Articles 8 : exécution et information**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société ONYX EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Ludres ;

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Nancy, le **28 AVR. 2025**

Le préfet,



Françoise SOULIMAN